

La lutte des sans-papiers pour leur régularisation est la lutte de tous les travailleurs

À l'initiative de la CGT et de Droits Devant !, une série de groupes de travailleurs sans-papiers, travaillant dans le bâtiment, la restauration, le nettoyage, etc., se sont mis en grève illimitée, avec occupation de leurs lieux de travail, pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers. Il y aurait en France entre 200 000 et 400 000 travailleurs sans-papiers.

Cette lutte déterminée fait éclater au grand jour le lien entre une politique économique et sociale toujours plus ouvertement favorable aux intérêts du grand patronat et une politique toujours plus répressive à l'égard des étrangers. Comme pour les autres gouvernements au service du MEDEF, qu'ils soient de gauche ou de droite, il s'agit tout d'abord pour Sarkozy

d'offrir au patronat une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci, moyen pour faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail de tous les autres travailleurs. Mais il s'agit aussi pour le gouvernement d'essayer de faire croire aux autres salariés que les immigrés seraient les responsables des problèmes économiques et sociaux. En réalité, ces problèmes sont, immédiatement, les résultats de la politique du gouvernement et, plus profondément, les produits inévitable du capitalisme. La lutte engagée par les travailleurs sans-papiers est donc la lutte de tous les travailleurs : leur victoire serait celle de toute la classe ouvrière, leur éventuelle défaite aussi. Quelles sont donc les conditions de la victoire ?

Les travailleurs sans-papiers prouvent que la grève illimitée avec occupation est notre meilleure arme

La direction de la CGT, tout comme celle de la FSU, qui a apporté son soutien au mouvement, refuse à juste titre la logique du cas par cas que le gouvernement voudrait imposer et affirme que son seul interlocuteur doit être le ministre du Travail, Xavier Bertrand. S'appuyant sur les 500 premiers travailleurs sans-papiers à avoir osé entrer en lutte, la CGT s'efforce d'étendre le mouvement à d'autres. Mais, étant donné le rôle décisif de la politique répressive contre les sans-papiers et les étrangers en général dans la stratégie gouvernementale, il serait illusoire d'espérer faire céder Sarkozy-Bertrand-Hortefeux sur la régularisation de TOUS les sans-papiers avec une grève des seuls travailleurs sans-papiers, même entourée d'une large solidarité.

On ne saurait compter davantage sur l'appui d'organisations patronales pour obtenir satisfaction. Certes, les fédérations des secteurs qui sont les plus gros employeurs de sans-papiers voient dans cette grève et son extension une menace significative pour leurs profits. C'est la raison pour laquelle elles se prononcent, plus ou moins clairement, pour la régularisation des travailleurs concernés. Ainsi, André Daguin, le président de l'Union des métiers et des industries

de l'hôtellerie (UMIH), a estimé lundi que la régularisation de 50 000 sans-papiers dans son secteur et 100 000 au total était nécessaire. Et le gouvernement, pour tenter d'empêcher l'extension de la grève, vient d'annoncer des mesures de régularisation pour certains grévistes...

Mais les besoins immédiats d'un ou de quelques secteurs du patronat ne peuvent pas déterminer la politique globale du gouvernement, qui travaille au compte des intérêts généraux à moyen terme de la classe capitaliste. Or, régulariser tous les travailleurs sans-papiers *sous la pression d'une lutte ayant recours à l'arme de la grève avec occupation* serait pour la bourgeoisie une grave défaite. En effet, cela contribuerait à unifier la classe ouvrière en mettant un puissant coup d'arrêt à la surexploitation de certaines de ses couches. Cela ferait en outre entrer dans les rangs des salariés stables une fraction significative de travailleurs, souvent jeunes, persuadés par leur propre expérience de l'efficacité de la lutte. Mais surtout, cela donnerait de la confiance à tous les travailleurs, les convaincrant que, *pour vaincre l'ensemble des attaques du patronat et du gouvernement, il faut faire la grève, illimitée, avec occupation de son lieu de travail.*

Il faut faire converger la grève des sans-papiers, les luttes pour les salaires et la mobilisation des enseignants et lycéens vers un mouvement d'ensemble contre le patronat et son gouvernement

C'est pourquoi les directions syndicales et les organisations du mouvement ouvrier doivent appeler tous les salariés à entrer en lutte aux côtés des travailleurs sans-papiers. Il faut appeler les autres travailleurs des entreprises touchées à entrer eux aussi en grève. En même temps, il faut appeler dans les plus brefs délais à des manifestations de masse en soutien aux sans-papiers. Si elles étaient préparées avec autant de détermination et de soin que l'a été la grève des sans-papiers, nul doute qu'elle serait un succès, ouvrant la voie à l'entrée en grève d'autres salariés, à la fois pour la régularisation de tous les sans-papiers et pour les autres revendications.

Dans un contexte social de plus en plus tendu, sous les effets conjugués des attaques brutales et tous azimuts du gouvernement et de la crise économique qui se développe, c'est l'ensemble des travailleurs qui a intérêt à entrer dans une lutte déterminée pour les revendications : augmentation de 300 euros pour tous ; refus de l'allongement à 41 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein et retour aux 37,5

pour tous ; arrêt des suppressions de postes dans la Fonction Publique et des plans de restructuration-privatisation des services publics... En particulier, la *jonction des travailleurs sans-papiers, des travailleurs du privé en lutte pour les salaires et du mouvement en cours des enseignants et lycéens*, serait décisive pour aller vers un mouvement d'ensemble victorieux, vers une grève générale.

Dans ces conditions, *les directions syndicales, à commencer par la CGT, et les autres organisations du mouvement ouvrier, ont le devoir de prendre immédiatement les initiatives nécessaires à la mobilisation des salariés* et à la convergence des luttes. Sans attendre, nous devons les y pousser résolument en combattant dans nos syndicats et *en nous auto-organisant (Assemblées générales, coordinations, rencontres interprofessionnelles...)*.